

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



UN LIBRARY

SEP 2 1980

UN/SA COLLECTION

Distr.
GENERALE
A/35/332
20 août 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS



Trente-cinquième session
Point 64 b) de l'ordre du jour provisoire*

PROGRAMMES SPECIAUX D'ASSISTANCE ECONOMIQUE

Assistance au Cap-Vert

Rapport du Secrétaire général

1. Dans sa résolution 34/119 du 14 décembre 1979 sur l'assistance au Cap-Vert, l'Assemblée générale a notamment prié le Secrétaire général de poursuivre ses efforts en vue de mobiliser les ressources nécessaires à un programme efficace d'assistance financière, technique et matérielle au Cap-Vert et de faire procéder à une étude de la situation économique du Cap-Vert et des progrès réalisés en ce qui concerne l'organisation et l'exécution du programme spécial d'assistance économique en faveur de ce pays en temps utile pour que la question puisse être examinée par l'Assemblée à sa trente-cinquième session.
2. Le Secrétaire général a envoyé une mission d'étude au Cap-Vert pour tenir des consultations avec le gouvernement au sujet de la situation économique de ce pays et des progrès réalisés en ce qui concerne l'exécution du programme spécial d'assistance économique. Dans son rapport, qui est joint au présent document, la mission d'étude décrit la situation économique et financière du pays, évalue les besoins critiques en matière d'assistance alimentaire et donne un aperçu des progrès réalisés touchant l'exécution des projets inclus dans le programme spécial d'assistance économique.
3. Dans sa résolution 34/119, l'Assemblée a également prié le Secrétaire général de continuer à étudier avec le Gouvernement cap-verdien la question de l'organisation d'une réunion de donateurs et, à cet égard, de coordonner l'action entreprise avec le Programme des Nations Unies pour le développement, la Commission économique pour l'Afrique et la Banque mondiale. Les consultations requises avec le gouvernement ont eu lieu et un document donnant des indications sur les réunions internationales de ce genre déjà tenues, y compris sur des questions d'organisation, et indiquant d'autres solutions possibles, a été communiqué au Gouvernement cap-verdien pour examen.

* A/35/150.

4. Au paragraphe 7 de sa résolution 34/119, l'Assemblée générale a invité plusieurs organismes et institutions spécialisés des Nations Unies à attirer l'attention de leurs organes directeurs sur les besoins particuliers du Cap-Vert et à rendre compte des décisions prises par ces organes au Secrétaire général avant le 15 août 1980. En outre, les institutions spécialisées et les autres organismes compétents des Nations Unies ont été priés, au paragraphe 9, de faire rapport au Secrétaire général sur les mesures qu'ils ont prises et les ressources qu'ils ont rendues disponibles pour aider le Cap-Vert. Le texte de la résolution 34/119 a été communiqué aux institutions et organismes intéressés et leur attention a été appelée sur les demandes de l'Assemblée qui s'adressaient plus particulièrement à eux. Leurs réponses seront reproduites dans un rapport du Secrétaire général sur le Cap-Vert et les autres pays pour lesquels l'Assemblée a prié le Secrétaire général d'organiser des programmes spéciaux d'assistance économique.

ANNEXE

Rapport de la mission d'étude au Cap-Vert

(du 2 au 6 mars 1980)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 5	2
II. SITUATION ECONOMIQUE	6 - 20	3
A. Généralités	6 - 10	3
B. Finances publiques	11 - 16	4
C. Balance des paiements	17 - 20	6
III. AIDE ET SECURITE ALIMENTAIRES	21 - 27	8
A. Aide alimentaire : 1979	22	8
B. Besoins alimentaires : 1980	23 - 27	8
IV. PROGRES REALISES DANS L'EXECUTION DU PROGRAMME SPECIAL D'ASSISTANCE ECONOMIQUE	28 - 31	11

APPENDICE

Renseignements sur les projets de développement

I. INTRODUCTION

1. Le rapport du Secrétaire général sur l'assistance au Cap-Vert (A/34/372) a/ que l'Assemblée générale a examiné à sa trente-quatrième session, indiquait les résolutions que l'Assemblée avait adoptées antérieurement et se référait au précédent rapport du Secrétaire général sur le même sujet (A/33/167 et Corr.1).
2. Le 14 décembre 1979, l'Assemblée générale a adopté la résolution 34/119, dans laquelle elle a souscrit pleinement à l'évaluation et aux recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général sur l'assistance au Cap-Vert (A/33/372) et a réitéré son appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte une assistance financière, matérielle et technique au Cap-Vert.
3. L'Assemblée générale a également prié le Secrétaire général de faire procéder à une étude de la situation économique du Cap-Vert et des progrès réalisés en ce qui concerne l'organisation et l'exécution du programme spécial d'assistance économique en faveur de ce pays en temps utile pour que la question puisse être examinée par l'Assemblée à sa trente-cinquième session. Des dispositions ont donc été prises pour envoyer une mission au Cap-Vert du 2 au 6 mars 1980, sous la responsabilité du Bureau des questions politiques spéciales.
4. La mission a été reçue par le Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères et a tenu un certain nombre de réunions avec des responsables du Secrétariat d'Etat à la coopération et à la planification et des ministères chargés de diverses branches de l'économie. La mission a également eu des entretiens avec des membres du corps diplomatique, des membres du personnel d'assistance technique du système des Nations Unies.
5. La mission tient à dire combien elle est reconnaissante au Gouvernement cap-verdien de l'assistance qu'il lui a prêtée. Le gouvernement avait préparé tout ce dont la mission pouvait avoir besoin et lui a communiqué tous les renseignements nécessaires à l'étude qu'elle devait effectuer. Elle voudrait indiquer également combien elle a apprécié le concours si utile dont elle a bénéficié de la part du représentant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Cap-Vert.

a/ Voir également le rapport du Secrétaire général sur les programmes spéciaux d'assistance économique à dix pays, qui comprenait aussi les réponses et les renseignements communiqués par des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies (A/34/556).

II. SITUATION ECONOMIQUE

A. Généralités

6. La situation économique du Cap-Vert a été décrite de façon assez détaillée dans l'annexe du rapport du Secrétaire général sur l'assistance du Cap-Vert (A/33/167 et Corr.1), appelé ci-après le rapport principal. Ce rapport a été mis à jour dans un rapport ultérieur du Secrétaire général (A/34/372).

7. Le Cap-Vert compte environ 300 000 habitants (estimation de 1979); il est classé par l'Organisation des Nations Unies dans la catégorie des pays les plus gravement touchés et celle des pays les moins avancés. Dans le rapport principal, il était dit que les problèmes économiques du Cap-Vert étaient dus au fait que c'était un pays n'ayant que récemment accédé à l'indépendance, à l'économie caractéristique des petits pays insulaires, manquant de l'infrastructure essentielle et durement touché par dix années de sécheresse. Le chômage et le sous-emploi y sont élevés et le pays ne peut produire qu'une petite fraction des vivres dont il a besoin. Les exportations ne permettent de financer qu'une faible partie des importations essentielles. Du fait qu'il est lourdement tributaire des importations, le pays est victime de l'inflation mondiale et est particulièrement vulnérable vis-à-vis des forces internationales qu'il ne peut maîtriser. Depuis l'indépendance, l'assistance internationale a été indispensable à sa survie et il est vital que cette assistance se poursuive.

8. Pour le programme de développement recommandé dans le rapport principal, il fallait une assistance d'environ 95 millions de dollars. Sur ce total, 56 millions de dollars devaient aller à des projets urgents à exécuter immédiatement, et le reste, soit 39 millions de dollars environ, à des projets prévus dans le cadre du programme de développement accéléré. Assistance et formation techniques étaient également nécessaires.

9. Le gouvernement a donné la priorité absolue à la mise en valeur des ressources en eau et des sols, et la plus grande partie du programme est consacrée à la mise en valeur des eaux souterraines et à la construction d'installations en surface pour le captage des eaux et la conservation des sols. Parmi les éléments les plus importants du programme figurent la pêche, les ressources énergétiques et minérales, les transports, le développement urbain, les ressources humaines et les services de santé.

10. En 1979, la situation économique et financière du Cap-Vert était toujours grave. L'irrégularité des pluies a eu pour résultat des récoltes catastrophiques. Le gouvernement a quelque peu réduit son déficit budgétaire (de 1,7 à 1,6 million de dollars) en soumettant les dépenses à un contrôle plus strict. Environ 60 p. 100 des dépenses publiques ont été financées à l'aide du produit intérieur brut; pour le reste, il a fallu avoir recours à l'assistance extérieure, aux envois de fonds et aux transferts. L'inflation a atteint 15 p. 100. Malgré des hausses de salaires, l'augmentation du pouvoir d'achat réel a été insignifiante, compensant à peine les effets de l'inflation depuis 1976.

/...

B. Finances publiques

11. Dans sa résolution 34/119, l'Assemblée générale a noté la lourde charge qui pesait sur le budget ordinaire du Cap-Vert, par suite essentiellement de la sécheresse, et la politique d'austérité suivie par le gouvernement pour réduire le déficit financier. En dépit des difficultés économiques, le gouvernement a réussi à maintenir le déficit du budget ordinaire à un niveau raisonnable au cours des dernières années (voir tableau 1 ci-dessous).

Tableau 1

Budget ordinaire

(En milliers de dollars des Etats-Unis) a/

	1976	1977	1978	1979	1980
	(Chiffres effectifs)	(Chiffres effectifs)	(Chiffres effectifs)	(Chiffres estimatifs)	(Prévisions budgétaires)
Recettes	8 838	11 496	14 680	18 022	19 553
Dépenses	11 331	14 877	16 380	19 643	25 222
	<u>- 2 493</u>	<u>- 3 381</u>	<u>- 1 700</u>	<u>- 1 621</u>	<u>- 5 669</u>

a/ Taux de change : de 1976 à 1979, 1 dollar des Etats-Unis = 34,5 escudos
 1980, 1 dollar des Etats-Unis = 35 escudos.

12. En 1977, 1978 et 1979, le déficit effectif a été largement inférieur aux déficits envisagés, qui étaient respectivement de 8 millions, 7 millions et 5 millions de dollars.

13. La moitié environ des recettes prévues pour 1980 proviendront des impôts indirects. Le tableau ci-après indique les principales sources de recettes :

/...

Tableau 2

Sources de recettes, budget de 1980

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

<u>Source</u>	<u>Montant</u>
Impôts directs	4 369
Impôts indirects	9 797
Autres ressources fiscales et redevances	365
Revenu de la propriété	3 715
Transferts	794
Divers	513
	<hr/>
<u>Total</u>	<u>19 553</u>

14. Le gouvernement avait approuvé un budget d'équipement de 53,2 millions de dollars pour 1979, mais n'a en fait investi que 32,4 millions de dollars, soit 61 p. 100 de la somme prévue.

15. Le budget d'équipement adopté pour 1980 s'élève à 68 851 000 dollars. Les efforts porteront principalement sur le développement rural, les transports et les communications, la pêche, l'infrastructure administrative, les ressources en énergie et en eau et l'éducation. Plus de 80 p. 100 du budget d'équipement seront affectés à l'ensemble de ces secteurs. Le tableau ci-dessous indique comment le budget d'investissement de 1980 sera réparti entre les différents secteurs :

Tableau 3

Budget d'équipement pour 1980

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	<u>Montant</u>	<u>Pourcentage</u>
Education	5 171	7,5
Santé	2 174	3,2
Logement, urbanisme et assainissement	4 878	7,0
Développement rural <u>a/</u>	17 224	25,0
Pêche	6 890	10,0
Industrie	2 242	3,3
Eau et énergie	5 187	7,5
Bâtiment et travaux publics	2 071	3,0

	<u>Montant</u>	<u>Pourcentage</u>
Transports et communications	13 928	20,2
Infrastructure administrative	6 920	10,0
Divers	2 166	3,3
	<u>68 851</u>	<u>100,0</u>

a/ Y compris la conservation et l'exploitation des ressources naturelles, l'agriculture, la sylviculture, l'élevage, etc.

15. Malgré les efforts déployés par le gouvernement, il est évident que le budget ordinaire ne pourra se solder par des excédents permettant de financer le développement économique et social. En fait, il est difficile d'imaginer comment les dépenses de fonctionnement correspondant au budget d'équipement pourraient être couvertes par les recettes ordinaires. Le gouvernement devra recourir à l'aide internationale et au produit de la vente de l'aide alimentaire pour financer le programme d'équipement de 1980.

C. Balance des paiements

17. Les chiffres correspondant à la balance des paiements pour 1979 et les projections pour 1980 ne sont pas encore connus. On trouvera au tableau 4 ci-après un état récapitulatif de la balance des paiements en 1970, 1974 et 1978.

Tableau 4

	<u>Balance des paiements</u>		
	(En millions d'escudos)		
	<u>1970</u>	<u>1974</u>	<u>1978 a/</u>
Exportation de biens (f. o. b.)	80	76	109
Importations (c. a. f.)	359	806	2 086
<u>Balance commerciale</u>	<u>- 279</u>	<u>- 729</u>	<u>- 1 977</u>
Services non facteurs (montant net)	2	23	- 7
<u>Déficit des ressources</u>	<u>- 277</u>	<u>- 706</u>	<u>- 1 984</u>
Recettes non facteurs	42	49	28
Transferts privés sans contrepartie (montant net)	80	265	829
<u>Balance des comptes d'opérations courantes</u>	<u>- 155</u>	<u>- 392</u>	<u>- 1 127</u>

/...

	<u>1970</u>	<u>1974</u>	<u>1978 a/</u>
Dons et prêts au gouvernement	170	349	874
Capitaux privés (montant net)	- 4	- 6	0
Erreurs et omissions	17	164	166
<u>Balance globale</u>	<u>28</u>	<u>115</u>	<u>- 87</u>

a/ Chiffres provisoires.

18. En dépit des difficultés qu'a connues le Cap-Vert ces dernières années, la balance globale des paiements a été positive jusqu'en 1977, grâce surtout aux transferts privés et à l'assistance étrangère. Le coût des importations ayant considérablement augmenté récemment, principalement en raison de l'inflation mondiale, la tendance s'est inversée et les chiffres provisoires pour 1978 font apparaître un déficit global, malgré une assistance étrangère importante.

19. Le déficit commercial a augmenté régulièrement au cours des dix dernières années et va sans doute s'accroître pendant un certain temps encore.

20. Le gouvernement a consacré une grande partie de ses efforts à un programme urgent d'emploi axé sur la protection des sols et des ressources en eau. Etant donné la persistance de la sécheresse, il est peu probable que ce programme se traduise à court terme par une augmentation de la production et permette de substituer des productions locales aux importations, d'où la nécessité d'une assistance étrangère accrue au cours des prochaines années si l'on veut que l'effort de développement du pays se poursuive.

/...

III. AIDE ET SECURITE ALIMENTAIRES

21. L'importance de la sécurité alimentaire a été soulignée dans les rapports précédents. La sécheresse prolongée et la chute catastrophique de la production alimentaire et fourragère continuent de rendre essentielle une aide alimentaire. Une grande partie de l'aide alimentaire fournie au Cap-Vert au cours des dernières années a été vendue, avec l'assentiment des donateurs, le produit de ces ventes étant utilisé pour financer un programme de développement et d'emploi d'urgence.

A. Aide alimentaire : 1979

22. Le tableau suivant, fourni par le Gouvernement cap-verdien, donne le détail de l'aide alimentaire reçue en 1979 :

Tableau 5

Aide alimentaire reçue en 1979

(En tonnes)

<u>Produit</u>	<u>Quantité</u>	<u>Donateur</u>
Maïs	15 000	(Etats-Unis d'Amérique)
Blé	7 497	(Chine - 1 000; Italie - 997; République fédérale d'Allemagne - 2 000; Belgique - 3 500)
Riz	4 517	(Pays-Bas - 2 000; République fédérale d'Allemagne - 2 517)
Haricots	1 500	(République fédérale d'Allemagne - 1 000; CEE - 500)
Huile comestible	1 000	(Etats-Unis d'Amérique)
Beurre émulsionné	100	(République fédérale d'Allemagne)

B. Besoins alimentaires : 1980

23. L'irrégularité des précipitations pendant la saison des pluies de 1979 a entraîné une perte presque totale des cultures de céréales et a créé un déficit vivrier estimé à 64 000 tonnes pour l'année 1980.

24. Le tableau suivant, qui a été établi par une mission d'experts du système des Nations Unies, indique les disponibilités et les besoins en ce qui concerne les céréales, les haricots, le lait et l'huile pour l'année 1980 (janvier - décembre).

/...

Tableau 6
 Situation alimentaire en 1980
 (En tonnes)

<u>Disponibilités</u>							
<u>Produit</u>	<u>Production</u>	<u>Stocks au 1/1/1980 (Chiffres estimatifs)</u>	<u>Total</u>	<u>Besoins</u>	<u>Déficit pour la consommation</u>	<u>Stocks de réserve nécessaires</u>	<u>Déficit total</u>
Maïs	1 000	12 000	13 000	48 000	35 000	10 000 a/	45 000
Haricots	2 000	1 700	3 700	8 000	4 300	2 600 b/	6 900
Blé	-	8 000	8 000	12 000	4 000	2 500 a/	6 500 e/
Riz	-	1 000	1 000	6 000	5 000	1 000 a/	6 000 e/
Total	3 000	22 700	25 700	74 000	48 300	16 100	64 400
Lait en poudre	-	800	800	3 500	2 700	500 c/	3 200
Huile comestible	-	200	200	2 000	1 800	300 d/	2 100

a/ Ce chiffre représente deux mois et demi de consommation.

b/ Ce chiffre représente quatre mois et demi de consommation.

c/ Ce chiffre représente environ sept semaines de consommation.

d/ Ce chiffre représente environ sept semaines de consommation.

e/ Le blé et le riz ne sont pas produits localement.

/...

25. Le tableau suivant, fourni par le Gouvernement cap-verdien, donne les détails de l'aide alimentaire reçue et escomptée pour l'année 1980 (situation au 30 avril 1980) :

Tableau 7

Aide alimentaire reçue et escomptée pour l'année 1980
(En tonnes)

<u>Produit</u>	<u>Quantité</u>	<u>Donateur</u>
Maïs	23 500	(Etats-Unis d'Amérique - 10 000; Pays-Bas - 5 000; France - 2 500; Suisse - 1 000; France - 2 500 <u>a/</u> ; Programme alimentaire mondial - 2 500 <u>a/</u>)
Blé	9 500	(CEE - 3 000; Turquie - 1 500; Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - 5 000 <u>a/</u>)
Riz	1 035 <u>a/</u>	CEE
Haricots	11 500	(Tanzanie - 10 000; CEE - 1 500)
Huile comestible	190	Programme alimentaire mondial
Beurre émulsionné	200 <u>a/</u>	CEE
Lait	300 <u>a/</u>	CEE

a/ Quantités offertes au titre du programme pour 1979 et reçues en 1980.

26. En tenant compte du déficit total estimé à 64 400 tonnes et de l'aide alimentaire escomptée et déjà reçue en 1980, il reste encore un déficit vivrier important à combler. Il serait extrêmement difficile d'éliminer un tel déficit grâce à des importations commerciales à cause de la situation fortement défavorable de la balance commerciale et des incertitudes concernant le volume des envois de fonds provenant de l'étranger.

/...

27. Etant donné la rareté habituelle des précipitations, leur irrégularité et les difficultés qu'implique toute augmentation de la superficie des terres arables, il est peu probable que le Cap-Vert puisse à long terme produire suffisamment de maïs pour satisfaire ses besoins. Il est pratiquement certain que le pays devra faire face pendant des années à un déficit structurel représentant chaque année de 25 000 à 35 000 tonnes de maïs. Ce déficit, ainsi que les besoins en blé et en riz, qui sont évalués à 18 000 tonnes par an, devraient être couverts par une aide alimentaire fournie dans le cadre d'arrangements à moyen terme, de sorte que seuls les déficits vivriers causés par des récoltes exceptionnellement mauvaises devraient être comblés grâce à une aide d'urgence.

IV. PROGRES REALISES DANS L'EXECUTION DU PROGRAMME SPECIAL D'ASSISTANCE ECONOMIQUE

Assistance internationale

28. Comme indiqué précédemment, le Cap-Vert a bénéficié d'une assistance bilatérale et multilatérale de sources diverses. Selon le gouvernement, les principales sources d'assistance, ainsi que les secteurs et les domaines dans lesquels cette assistance est fournie, restent essentiellement les mêmes que ceux qui sont indiqués dans l'appendice I du document A/34/372.

Programme spécial d'assistance économique

29. Le programme spécial d'assistance économique recommandé dans le rapport principal comprenait 82 projets et son coût s'élevait à plus de 95 millions de dollars, auxquels s'ajoutait un montant assez élevé correspondant à l'assistance technique et à la formation. Le programme était divisé en deux parties : a) les projets appelant, en tout ou en partie, une action immédiate et dont le coût était de plus de 56 millions de dollars et b) les projets de développement accéléré évalués à plus de 39 millions de dollars b/. Au cours de l'année 1978, 10 projets ont été financés en tout ou en partie grâce à l'assistance étrangère et un projet a été réalisé par le Gouvernement cap-verdien.

30. En 1979, après l'adjonction de nouveaux projets et les modifications apportées à certains des anciens projets, le programme recommandé comprenait 88 projets. Sur ce total, deux projets ont été réalisés par le gouvernement lui-même et deux autres grâce à une assistance extérieure. On prévoit que 14 autres projets seront achevés bientôt, dont trois projets financés entièrement et un projet en partie par le gouvernement. En outre, une assistance a été fournie ou promise en vue du financement partiel de 36 projets; mais aucune assistance n'a été offerte en ce qui concerne 34 projets. Le tableau suivant donne un aperçu des progrès qui ont été réalisés dans l'exécution de ces projets c/.

b/ Pour une récapitulation du programme par secteurs, voir le tableau 8 du document A/34/372.

c/ A l'exclusion des projets pour lesquels aucune assistance n'a été reçue ni promise.

Tableau 8

Aperçu des progrès réalisés dans l'exécution des projets

<u>Projets</u>	<u>Observations</u>
A. <u>Administration publique, finances publiques et gestion de l'économie</u>	
M-2 Création d'un service fiscal de vérification des comptes	Sera achevé bientôt grâce à une assistance de l'ONU et du Portugal.
M-3 Planification du développement	Financé en partie par le PNUD.
M-4 Administration du commerce	Financé en partie par le PNUD.
B. <u>Mise en valeur des ressources en eau et des sols</u>	
W-1 Aménagement de bassins dans le centre et le sud de Santiago	Financé en partie par l'Agency for International Development des Etats-Unis, la Communauté économique européenne (CEE) et le Bureau des Nations Unies pour le Sahel.
W-3 Ressources en eau de Santo Antão; recherche et mise en valeur	Financé en partie par les Pays-Bas.
W-4 Mise en valeur des ressources en eau de Fogo	Sera achevé bientôt grâce à un financement de la République fédérale d'Allemagne.
W-5 Livraison de pompes, de moteurs, d'éoliennes, etc.	Financé en partie par la Banque africaine de développement (BAD).
W-6 Matériel de travaux publics pour la mise en valeur des ressources en eau	Financé en partie par le Fonds d'équipement des Nations Unies.
W-7 Irrigation par goutte à goutte	Financé en partie par l'Agency for International Development des Etats-Unis et la Suisse.
W-8 Réglementation de l'utilisation de l'eau	Sera achevé bientôt grâce à un financement de la France.

Tableau 8 (suite)

<u>Projets</u>	<u>Observations</u>
C. <u>Autres projets de développement du secteur agricole et des secteurs associés</u>	
A-1 Préservation sélective du cheptel	A été achevé grâce à l'assistance de la CEE.
A-2 Centre de promotion vétérinaire	Financé en partie par une organisation non gouvernementale.
A-3 Laboratoire central de diagnostic vétérinaire	Sera achevé bientôt grâce à un financement de la France.
A-4 Production intégrée de porcins et de volailles	Financé en partie par la Yougoslavie et le PNUD.
A-7 Centre de recherche dans le domaine agricole	Financé en partie.
D. <u>Pêche</u>	
F-1/ F-2 Equipement, matériel et infrastructure de la commercialisation de la pêche artisanale	Financé en partie par plusieurs donateurs.
F-3 Développement de la pêche au homard	Financé en partie.
F-4 Coopération technique pour le développement de la pêche	Financé en partie par le PNUD.
E. <u>Ressources minérales</u>	
G-6 Projet relatif à l'eau minérale	Projet suspendu.
G-7 Réalisation d'une série de cartes topographiques à l'échelle de 1:25 000 pour Santo Antão et Brava	Achevé grâce à une assistance de la France.

/...

Tableau 8 (suite)

<u>Projets</u>	<u>Observations</u>
F. <u>Industrie</u>	
I-5 Construction de pompes mues par éolienne	Financé en partie.
I-8 Dessalement de l'eau et production d'électricité dans l'île de São Vicente	Financé en partie par les Pays-Bas.
I-10 Génératrice d'électricité pour Praia	Sera achevé bientôt grâce au financement de la CEE et du gouvernement.
G. <u>Transports</u>	
1. Construction et remise en état des installations portuaires	
T-2 Porto de Furna (Brava)	Financé en partie par la République fédérale d'Allemagne.
T-3 Porto Palmeira (Sal)	Sera achevé bientôt grâce à un financement de l'URSS.
T-4 Porto Tarrafal (São Nicolau)	Assistance fournie par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) sous forme de services d'experts.
T-5 Porto de Sal-Rei (Boa Vista)	Assistance fournie par la BIRD sous forme de services d'experts.
T-6 Porto de Janela (Santo Antão)	Assistance fournie par la BIRD sous forme de services d'experts.
2. Matériel portuaire et autres installations maritimes	
T-8 Matériel pour le port de Praia (Santiago)	Devrait être achevé bientôt grâce à une assistance des Pays-Bas.
T-11 Renforcement de l'école de marine	Financé en partie par la Norvège.

/...

Tableau 8 (suite)

<u>Projets</u>	<u>Observations</u>
T-12 Législation maritime	Sera achevé bientôt grâce à une assistance de l'Organisation inter-gouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI).
T-13 Gestion et opérations portuaires	Une certaine assistance a été reçue.
3. Navires de transport entre les îles	
T-14 Service de bac entre São Vicente et Santo Antão	Sera achevé bientôt grâce à un financement de la République fédérale d'Allemagne.
T-15 Petit transbordeur assurant le service entre Fogo et Brava	Sera achevé bientôt grâce à un financement de la République fédérale d'Allemagne.
T-16 Navires pour les liaisons maritimes nationales (cabotage et services de navigation entre les îles)	Financé par le gouvernement.
T-17A Navire de charge de 5 000 tonnes pour la Société nationale des transports maritimes	Financé par le gouvernement.
4. Aménagements aéroportuaires	
T-21 Construction d'une clôture le long de la piste de l'aéroport de Sal	Financé par le gouvernement.
T-22 Piste d'atterrissage à Ponta de Sol (Santo Antão)	Sera achevé bientôt grâce à un financement du gouvernement.
5. Autres aspects des transports	
T-23 Construction de routes et de ponts	Un certain financement a été fourni.

/...

Tableau 8 (suite)

<u>Projets</u>	<u>Observations</u>
<u>H. Enseignement et formation</u>	
E-1 Nouvelles écoles primaires	Financé en partie.
E-2/ Installations pour les cinquième E-3 et sixième années d'enseignement primaire	Financé en partie par le Fonds d'équipement des Nations Unies et l'Agency for International Development des Etats-Unis.
E-5 Réorganisation et modernisation de l'Ecole technique et commerciale de Mindelo	Sera achevé bientôt grâce à un financement de la Belgique. Un expert de l'OIT est sur place.
E-8 Ecole normale d'instituteurs à Santa Catarina	Financé en partie par la France et les Pays-Bas.
E-9 Formation d'enseignants du secondaire à Praia	Financé en partie par la France.
E-10 Education des adultes	Financé en partie par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
<u>I. Santé</u>	
H-2 Rénovation de l'hôpital central de Praia	Financé en partie par les Pays-Bas et le gouvernement.
H-4 Postes sanitaires	Financé en partie par l'Organisation mondiale de la santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et des organisations non gouvernementales.
H-6 Dépôts régionaux de fournitures médicales et médicaments de São Vicente	Financé par le gouvernement.
<u>J. Développement urbain</u>	
L-1 Groupe d'aménagement du territoire	Assistance partielle fournie par la Yougoslavie et des organisations non gouvernementales.
L-6 Mesures urgentes d'assainissement	Financé en partie par la BAfD et la CEE.
L-7 Logements	Financé en partie par le PNUD.

/...

Nouveaux projets

31. Le gouvernement a attiré l'attention de la mission sur les huit nouveaux projets suivants, pour lesquels un financement extérieur serait nécessaire :

W-9 Etablissement d'une carte des sols de l'île de Santiago

A-8 Promotion de la culture des fruits

A-9 Création d'une réserve nationale de fourrage

A-10 Stockage des pommes de terre et des légumes

A-11 Création d'un organisme de crédit agricole

T-6A Reconstruction du port de Praia (Santiago)

T-15A Transbordeur - navire de débarquement

T-24 Réseau de télécommunications

Une brève description de chacun de ces projets figure dans l'appendice ci-après.

/...

APPENDICE

Renseignements sur les projets de développement

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
A. Administration publique, finances publiques et gestion de l'économie	1 - 4	20
B. Mise en valeur des ressources en eau et des sols	5 - 14	20
C. Autres projets du développement du secteur agricole et des secteurs associés	15 - 25	22
D. Pêche	26 - 29	24
E. Ressources minérales	30 - 36	24
F. Industrie	37 - 45	26
G. Transports	46 - 64	27
H. Enseignement et formation	65 - 74	31
I. Santé	75 - 80	33
J. Développement urbain	81 - 88	34
K. Recherche appliquée	89	35

A. Administration publique, finances publiques et gestion de l'économie

1. Le rapport principal indiquait les besoins du gouvernement dans ce domaine. Sauf indication contraire, les priorités et les besoins en assistance restent les mêmes pour chaque projet.

Projets

M-1 Réforme du régime fiscal

2. Les services d'un conseiller spécialisé dans les finances publiques et plus particulièrement dans les questions fiscales sont toujours nécessaires afin de faciliter la révision et la modernisation du régime fiscal.

M-3 Planification du développement

3. Le gouvernement attache une importance particulière à l'élaboration d'un plan de développement et au renforcement des mécanismes nécessaires pour une planification efficace. Il n'a pas encore été possible d'obtenir une assistance pour les services d'experts requis dans ce domaine. On estime, qu'au total, il faudra 1,3 million de dollars en 1980 et de 2 à 3 millions de dollars en 1982 pour faire des études sectorielles. Une partie des fonds nécessaires est fournie par le PNUD, mais la majeure partie des besoins ne sont pas encore couverts.

M-4 Administration du commerce

Il s'agit maintenant d'un projet régional du PNUD qui doit être exécuté en coopération avec la Guinée-Bissau. La première phase du projet, d'une durée de deux ans et d'un coût de 500 000 dollars, doit commencer sous peu. Pour la seconde phase de deux ans, 700 000 dollars seront nécessaires.

B. Mise en valeur des ressources en eau et des sols

5. Par suite de la sécheresse qui continue à sévir dans le pays, une assistance accrue dans ce domaine devient de plus en plus nécessaire. Le gouvernement continue à réserver une large place à l'intensification de la recherche en hydrologie, en gestion des sols et dans des domaines connexes, afin que les ressources en eau et les sols soient utilisés de manière plus rationnelle.

Projets

W-1 Aménagement de bassins dans le centre et le sud de Santiago

6. L'Agency for International Development des Etats-Unis a déjà annoncé une contribution de 6 millions de dollars, soit 50 p. 100 des fonds nécessaires. Il faudra encore deux millions de dollars par an en 1980, 1981 et 1982.

/...

W-2 Evaluation des ressources en eau du pays a/

7. Ce projet a été modifié et vise maintenant à évaluer les ressources en eau du pays pour l'irrigation et l'industrie. On estime que ce projet durera 20 mois et coûtera 400 000 dollars.

W-3 Ressources en eau de Santo Antão : recherche et mise en valeur

8. Le coût des études hydrologiques et hydrogéologiques nécessaires pour la mise en valeur de ces ressources est estimé à 750 000 dollars. Les Pays-Bas apporteront une assistance de 210 500 dollars en 1980.

W-5 Livraison de pompes, de moteurs, d'éoliennes, etc.

9. Il faudra du matériel, notamment des pompes solaires, pour mettre en valeur les ressources en eaux souterraines destinées à la consommation humaine et à l'irrigation. Il est prévu que le coût du projet, d'abord estimé à 2,1 millions de dollars, atteindra 2,5 millions de dollars du fait de l'inflation. Des fonds ont été fournis par la Banque africaine de développement.

W-6 Matériel de travaux publics pour la mise en valeur des ressources en eau

10. Du matériel est nécessaire pour les travaux de conservation des sols et des ressources en eau employant des méthodes à forte intensité de travail. On estime maintenant que le projet, dont le coût était à l'origine évalué à 508 000 dollars, coûtera plus de 1 million de dollars. Les éléments nécessaires font actuellement l'objet de discussions avec le Fonds d'équipement des Nations Unies.

W-7 Irrigation par goutte à goutte

11. La Suisse et l'Agency for International Development ont apporté une assistance matérielle, d'un montant de 50 000 dollars, et une assistance technique a également été fournie. Le projet devant coûter 100 000 dollars au lieu de 40 000 dollars comme on l'avait estimé à l'origine, 50 000 dollars sont encore nécessaires.

W-9 Etablissement d'une carte des sols de l'île de Santiago b/

12. Il est prévu d'évaluer les ressources des sols de l'île de Santiago afin de pouvoir planifier leur mise en valeur plus rationnelle et d'accroître la production par l'application de nouvelles techniques aux cultures existantes et par l'introduction de nouvelles cultures.

a/ Ce projet s'appelait auparavant : "Barrage d'irrigation sur le cours d'eau Santa Clara (Santiago)".

b/ Nouveau projet.

13. Le projet comprendrait une étude du climat de Santiago; des études géologiques, lithologiques et géomorphologiques; des études pédologiques et physiographiques; l'établissement d'une carte de la couverture végétale et des utilisations actuelles des sols; une définition et une description des systèmes écologiques existants; une étude des utilisations potentielles des sols; l'établissement d'une carte délimitant les zones écologiques pour les principales cultures, d'une carte relative aux conditions d'érosion des sols, et d'une carte des dénivellations.

14. Le projet coûterait 100 000 dollars et 12 mois seraient nécessaires pour le mener à bien.

C. Autres projets du développement du secteur agricole et des secteurs associés

15. Une assistance est nécessaire pour la gestion des cultures, la zootechnie et la sylviculture. Il s'agit en particulier de la sélection de variétés plus appropriées, de l'utilisation d'engrais, de la lutte contre les parasites, du contrôle de la paissance du bétail et du reboisement en vue d'arrêter la désertification.

Projets

A-2 Centre de promotion vétérinaire

16. Ce centre, dont l'objectif est de former du personnel de vulgarisation vétérinaire et zootechnique, en est encore au stade initial. Une organisation non gouvernementale a fourni 250 000 dollars. Des fonds supplémentaires sont nécessaires pour atteindre le coût total du projet estimé à 1 100 000 dollars.

A-4 Production intégrée de porcins et de volailles

17. Le projet comprenait à l'origine une unité de production de porcins et une unité de production de volailles. L'unité de production de porcins a commencé à fonctionner, et il est maintenant prévu d'élever 5 000 porcs au lieu de 1 000. Le Fonds d'équipement des Nations Unies a fourni 500 000 dollars, et la Yougoslavie a annoncé une contribution de 780 000 dollars. Ces fonds, ajoutés à la contribution de 100 000 dollars du gouvernement, sont suffisants en ce qui concerne l'unité de production de porcins. Toutefois, 250 000 dollars sont encore nécessaires pour construire des installations pour le traitement de la viande de porc.

18. Aucune assistance internationale n'a été fournie pour l'unité de production de volailles. Etant donné l'importance de ce projet, le gouvernement a alloué 150 000 dollars sur les ressources du Fonds de développement national; 450 000 dollars sont encore nécessaires pour cette unité de production.

A-5 Protection des forêts

19. Aucune assistance n'a été reçue pour ce projet, dont l'objet est de clôturer les zones boisées et d'y construire une infrastructure afin de réduire les ravages causés par les chèvres et l'abattage du bois. Il faut une aide immédiate d'un montant total de 100 000 dollars.

A-6 Matériel et fournitures de foresterie

20. Du matériel et des fournitures, dont le coût est estimé à 60 000 dollars, sont nécessaires pour les opérations de foresterie.

A-7 Centre de recherche dans le domaine agricole

21. Ce centre, qui entreprendrait des recherches dans les domaines tels que l'hydrologie, l'agronomie, la gestion agricole et les aspects sociaux de l'agriculture, est actuellement en cours de construction et 200 000 dollars sont nécessaires à son achèvement. Les services d'un consultant sont également nécessaires pour une période d'une année, ainsi qu'une assistance technique afin de mettre au point un programme de recherche.

A-8 Promotion de la culture des fruits b/

22. Il est envisagé de planter des arbres fruitiers dans l'ensemble du pays pendant une période de trois ans, y compris dans les régions irriguées et dans celles où l'on pratique l'agriculture pluviale. L'aide nécessaire est estimée à 2,2 millions de dollars.

A-9 Création d'une réserve nationale de fourrage b/

23. Etant donné l'importance de l'élevage pour l'économie du Cap-Vert et le pays étant soumis à des sécheresses fréquentes et prolongées, la création d'une réserve nationale de fourrage est considérée comme essentielle, de même que la construction d'installations de stockage à cette fin. On évalue le coût de ce projet à 400 000 dollars.

A-10 Stockage des pommes de terre et des légumes b/

24. Il est prévu de construire des installations à Praia pour le stockage des surplus de la production de pommes de terre et de légumes. Le coût de ce projet est évalué à 560 000 dollars.

A-11 Création d'un organisme de crédit agricole b/

25. Il est prévu de créer cet organisme en 1980 en vue de réformer le système existant de crédit agricole; le coût de ce projet est évalué à 2,2 millions de dollars.

D. Pêche

26. La pêche occupe une place fondamentale dans l'économie du Cap-Vert; 10 p. 100 de la population active y participe. Le poisson et les produits connexes constituent en moyenne la moitié environ des exportations annuelles. On estime que les prises actuelles de 9 000 tonnes pourraient être portées à 50 000 tonnes si des méthodes rationnelles de gestion étaient appliquées.

Projets

F-1/F-2 c/ Equipement, matériel et infrastructure de la commercialisation de la pêche artisanale

27. On estimait, dans le rapport principal, que ce projet, destiné à l'amélioration des méthodes de pêche et de la productivité, coûterait 7,5 millions de dollars (voir les détails dans le document A/33/167 et Corr.1, annexe, tableau 4), dont 4,5 millions pour le programme d'action immédiate (partie A) et 3 millions pour le développement accéléré (partie B). Plusieurs pays donateurs et organisations gouvernementales ont accordé une aide bilatérale d'environ 3,2 millions de dollars. Une assistance additionnelle de quelque 4,2 millions de dollars est donc encore nécessaire.

F-3 Développement de la pêche au homard

28. Du matériel supplémentaire, notamment deux bateaux de pêche au homard, dont l'un doté d'un congélateur, est encore nécessaire pour pouvoir utiliser les installations partiellement achevées qu'une société portugaise a abandonnées dans l'île de Sal. L'investissement total s'élève à 1 600 000 dollars.

F-4 Coopération technique pour le développement de la pêche

29. Un projet du PNUD, d'un coût de 750 000 dollars, fournit une partie de la coopération technique pour le programme relatif au développement de la pêche, dont on estime qu'il nécessitera un total de 150 mois de travail de personnel international et des bourses d'une durée de 96 mois. Une assistance supplémentaire est encore nécessaire.

E. Ressources minérales

30. Le gouvernement attache une haute priorité à la prospection et à l'exploitation des minéraux ainsi qu'à l'utilisation de matériaux de construction locaux, en particulier pour la production de ciment. On espère que des études seront entreprises conjointement avec la Guinée-Bissau pour mettre ces ressources en valeur.

c/ Regroupement des deux projets qui apparaissent dans le rapport principal.

/...

Projets

G-1/ Etude de faisabilité pour la production de ciment d/

G-4

31. A la place des quatre projets indiqués dans la note d/, une étude de faisabilité, d'un coût estimatif de 200 000 dollars, pour la production de ciment à l'aide de matières premières locales.

G-5 Production de sel sur Maio

32. Le gouvernement a achevé l'étude pour ce projet, qui prévoit une production initiale de 40 000 tonnes de sel par an devant déboucher, par la suite, sur une production de 200 000 tonnes. Un investissement de 2 millions de dollars est nécessaire pour atteindre la production initiale de 40 000 tonnes. Le gouvernement a affecté à ce projet 350 000 dollars sur son budget d'investissement de 1980.

G-6 Projet relatif à l'eau minérale

33. Ce projet a été suspendu en raison du coût extrêmement élevé de la mise en bouteilles, qui nécessite une étude supplémentaire.

G-8 Etablissement de cartes géologiques

34. Les cartes géologiques de six îles, d'une superficie totale de 1 810 km², n'ont pas encore été établies. On évalue à 300 000 dollars le montant de l'assistance nécessaire à ce projet.

G-9 Prospection de minéraux

35. Quand l'établissement des cartes géologiques prévues par le projet G-8 sera en bonne voie, il sera nécessaire de financer l'assistance technique, la fourniture de matériel, les dépenses d'exploitation et les bourses d'études en vue de mettre en oeuvre un programme de prospection systématique de minéraux.

d/ Ce projet remplace les quatre projets suivants :

- G-1 Ciment à base de pouzzolane et de calcaire : recherches préliminaires;
- G-2 Ciment à base de pouzzolane et de calcaire;
- G-3 Etude de marché concernant le projet relatif à la fabrication de ciment Portland
- G-4 Expérimentation et essais de produits à base de pierre ponce et de ciment.

/...

G-10 Evaluation du potentiel géothermique

36. Les services d'un consultant sont nécessaires pour déterminer les possibilités du pays dans le domaine de l'énergie géothermique.

F. Industrie

37. Au moment de l'indépendance, l'industrie ne représentait que 2,5 p. 100 du produit intérieur brut. Le gouvernement envisage à présent de créer des industries utilisant les matières premières locales pour la consommation locale et l'exportation des industries de substitution d'exportation utilisant des matières premières ou des produits semi-finis importés.

1. Projets d'appui institutionnel

I-1 Service de promotion industrielle

38. Le gouvernement souhaite mettre au point et exécuter des projets industriels, mais il a besoin d'assistance pour renforcer et développer sa capacité d'identifier, de préparer, d'exécuter et de gérer les projets. Il lui faut l'aide de planificateurs industriels, d'ingénieurs industriels ainsi que d'autres experts en vue de déterminer la forme et l'ampleur des activités industrielles qui devraient être mises en place. A cette fin, 156 mois de travail de personnel de coopération technique, 84 mois de bourses et 50 000 dollars de matériel sont nécessaires.

I-3 Zones industrielles

39. Des plans de zones industrielles sont actuellement en cours d'étude et d'établissement dans le cadre du projet M-3 (voir le paragraphe 3 ci-dessus).

2. Projets de production

I-4 Fabrication de produits pharmaceutiques

40. Une assistance est toujours nécessaire en vue de mener à bien ce projet. Elle comprend 24 mois de travail d'experts internationaux, 18 mois de bourses et 350 000 dollars de matériel.

I-5 Construction de pompes mues par éolienne

41. Quand les études relatives à l'utilisation de ce type de pompe seront achevées, il faudra mener à bien d'autres expériences, pour lesquelles il faudra une assistance technique et du matériel, d'un coût de 50 000 dollars.

I-6 Petite fonderie

42. Une nouvelle fonderie, plus grande, est nécessaire au chantier naval de Mindela, dont on procède actuellement à la reconstruction grâce à une aide extérieure; une somme de 160 000 dollars est nécessaire pour mener à bien ce projet urgent.

I-7 Production de fourneaux solaires

43. Afin de réduire l'importation de pétrole, on envisage de mettre au point un prototype de fourneau solaire. Neuf mois de services d'experts internationaux et 20 000 dollars de matériel seraient nécessaires à cette fin.

I-8 Dessalement de l'eau et production d'électricité dans l'île de São Vicente

44. Une partie de la première phase du projet, visant à fournir 2 500 m³ d'eau à l'île de São Vicente (40 000 habitants) est actuellement exécutée grâce à une assistance reçue des Pays-Bas. Aucun progrès n'a été fait en vue de la production d'électricité. Un montant de 1,5 million de dollars doit être réuni d'urgence afin d'achever la première phase de l'élément énergétique du projet. Une somme de 9,5 millions de dollars sera nécessaire en vue de mener à bien la seconde phase relative à la production d'eau et d'électricité.

I-9 Entreprise publique pour les réparations générales et l'entretien du matériel

45. Une assistance est requise pour l'évaluation des coûts, la création et la mise en service d'une organisation centralisée chargée des réparations et de l'entretien du matériel pour toutes les activités du secteur public, qui, par la suite, devrait également fabriquer des pièces détachées.

G. Transports

46. Le Cap-Vert est un archipel et doit de ce fait mettre en place son propre système de transports maritimes et aériens en vue de faciliter son développement économique et social. Il doit également construire des routes appropriées desservant l'ensemble de la population des diverses régions du pays.

Projets

1. Construction et remise en état des installations portuaires

T-1 Vale de Cavaleiros (Fogo)

47. Un montant de 4 millions de dollars est nécessaire en vue de reconstruire ce port qui a été totalement détruit par une violente tempête.

T-2 Porto de Furna (Brava)

48. Cette île ne dispose ni d'aéroport ni d'installations portuaires. Le coût de la construction d'un quai de 40 mètres de long, par trois mètres de fond, est estimé à 400 000 dollars. La République fédérale d'Allemagne a accepté de contribuer à la réalisation d'une étude et au financement du projet.

T-4 Porto Tarrafal (São Nicolau) e/

49. Une étude technique a été établie en vue de la construction d'un poste d'accostage de 120 mètres de long destiné à accueillir les navires de transport ainsi que les bateaux de pêche. Le coût estimatif de la construction est de 2,8 millions de dollars.

T-5 Porto de Sal-Rei (Boa Vista) e/

50. L'étude technique est déjà établie pour la construction d'un quai de 64 mètres de long. Le coût estimatif de ce projet est de 400 000 dollars.

T-6 Porto de Janela (Santo Antão) e/

51. Un poste d'accostage de 60 mètres de long, équipé notamment d'une grue de 3 à 5 tonnes, est nécessaire pour accueillir les transbordeurs desservant l'île de São Vicente; le levé hydrographique a déjà été exécuté.

e/ La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) doit fournir des services d'experts pour les projets T-4, T-5 et T-6; des fonds sont nécessaires pour exécuter ces projets.

/...

T-6 A Reconstruction du port de Praia (Santagio) f/

52. Le Port de Praia est une structure de caissons en béton. Au cours des derniers mois, cette structure a donné des signes de détérioration grave (grave dégradation et mouvement de certains caissons). Une étude, réalisée par une compagnie néerlandaise, a déterminé qu'il était nécessaire d'effectuer d'urgence des travaux en vue d'empêcher la destruction totale du quai. Le coût estimatif de ces travaux est de 6 250 000 dollars.

T-7 Constructions portuaires

53. En liaison avec les projets de constructions portuaires, les services de consultants sont encore nécessaires, à raison de huit missions d'un mois réparties sur une période de quatre années.

2. Matériel portuaire et autres installations maritimes

T-9 Matériel pour Porto Grande (São Vicente)

54. Au lieu du projet décrit dans le rapport principal, on envisage à présent d'établir un plan directeur pour l'aménagement de l'ensemble de ce port : chantiers navals, matériel, gestion du personnel, stockage, atelier, organisation des opérations et formation en cours d'emploi.

T-10 Matériel pour petits ports

55. Les petits ports ont besoin de six treuils à moteur diésel, d'une capacité de 5 à 6 tonnes, nécessaires pour des petits ports; le coût total est d'environ 100 000 dollars.

T-11 Renforcement de l'école de marine

56. La Norvège a fourni 60 000 dollars pour financer les services d'experts techniques et l'achat du matériel nécessaire à cette école - qui doit également desservir la Guinée-Bissau et, éventuellement, d'autres pays d'expression portugaise. Un montant de 400 000 dollars doit être réuni d'urgence, lors de la première phase, en vue de la construction de l'édifice. Un montant de 1 à 1,5 million de dollars sera nécessaire par la suite pour la construction d'un quai, pour l'achat d'un navire et de matériel ainsi que pour la mise en place d'installations de formation.

T-13 Gestion et opérations portuaires

57. En liaison avec le programme d'aménagement portuaire, il faudra 24 mois de services d'experts internationaux dans ces domaines. Un certain nombre de missions de courte durée ont été effectuées et le projet se poursuit.

f/ Nouveau projet.

/...

3. Navires de transport entre les îles

T-15 A Transbordeur-navire de débarquement f/

58. Un transbordeur-navire de débarquement, pouvant transporter 180 voyageurs, est nécessaires en vue de desservir les îles qui ne possèdent pas d'installations portuaires; son coût estimatif est de 3 250 000 dollars.

T-17 Barge de transport d'eau douce

59. Une barge autopropulsée est nécessaire en vue de transporter 300 tonnes d'eau douce de Santo Antão à São Vicente, cette dernière n'étant pas en mesure de répondre à ses besoins d'eau douce à l'aide de ses puits et de son installation de dessalement. Le transport de l'eau sera nécessaire même lorsque les pluies redeviendront régulières. Le projet coûterait environ 750 000 dollars.

4. Aménagements aéroportuaires

T-18 Eclairage de la piste de Praia

60. Le gouvernement a reçu des soumissions pour l'exécution de ce projet. Son coût s'élève à présent à 550 000 dollars et il devient urgent d'assurer son financement. Compte tenu de son importance, le gouvernement a l'intention d'utiliser ses propres ressources en attendant de recevoir l'assistance internationale requise.

T-19 Prolongement de la piste de Praia

61. Le gouvernement a financé le prolongement de la piste sur une longueur de 300 mètres. Un prolongement supplémentaire de 100 mètres et le revêtement de la piste coûteraient 300 000 dollars.

T-20 Revêtement de la piste de Sal (aéroport Amilcar Cabral)

62. Cet aéroport constitue le principal lien aérien entre le pays et le monde extérieur. A présent, 80 aéronefs, dont 24 avions géants (jumbo) l'utilisent chaque semaine. Il représente également une source importante de revenus. Une enquête a révélé que certaines parties de la piste et, dans une moindre mesure, l'aire de stationnement et les voies de circulation ont commencé à se désintégrer, faisant courir un grave danger au trafic aérien. La reconstruction d'une partie de l'aire de stationnement et le revêtement de la piste ainsi que de la voie de circulation sont essentiels. Le renforcement de la charpente métallique est également nécessaire. Trois études ont été effectuées. Selon la meilleure offre, le coût total des réparations s'élèverait à 10 millions de dollars. Le gouvernement se tient en contact avec la Banque mondiale.

f/ Nouveau projet.

T-23 Construction et réfection de routes et de ponts g/

63. Quinze routes doivent être aménagées de toute urgence; il s'agit à chaque fois de poursuivre des projets déjà mis en train qui sont indispensables à la mise sur pied d'une infrastructure routière essentielle et à la création d'emplois. Des travaux de réfection ont été réalisés en permanence depuis 1976 et ont été financés par le Fonds de développement national. Pour 1980, un montant de 143 000 dollars a été réservé à cette fin. Une assistance internationale est requise de toute urgence sous forme de matériel, d'équipement et de machines. L'Organisation internationale du Travail (OIT) a tenu ces projets à l'étude.

T-24 Réseau de télécommunications h/

64. Une étude doit être réalisée avec le concours de l'Union internationale des télécommunications (UIT), en vue de la mise en place d'un réseau de télécommunications dans tout le pays.

H. Enseignement et formation

65. Le gouvernement a un plan d'ensemble de modernisation et de développement de tout le système d'enseignement, qui vise essentiellement à instaurer un cycle de six années d'enseignement obligatoire pour tous. Dans l'enseignement primaire, il est nécessaire de construire et d'équiper immédiatement plusieurs centaines de nouvelles salles de classe. Les programmes pour l'enseignement primaire et l'enseignement complémentaire seront revus et on créera un institut de formation professionnelle qui fera fonction d'organisme de coordination en tenant compte des besoins en main-d'oeuvre en vue du développement. On a également proposé la mise en place de nouvelles installations pour la formation des enseignants afin d'améliorer et d'étendre cet élément essentiel de tout le programme.

E-1 Nouvelles écoles primaires

66. Une assistance est encore requise pour la construction de 550 salles de classe, dans le cadre d'un programme visant à construire 325 nouvelles écoles primaires, avec au total 650 salles de classe; le coût de ce programme est évalué à 8 millions de dollars - 4 millions de dollars correspondant aux projets d'action immédiate et l'autre moitié aux projets de développement accéléré.

E-2/E-3 Installations pour les cinquième et sixième années d'enseignement primaire

67. Sur les 5,2 millions de dollars nécessaires pour créer 180 nouvelles salles de classe et des laboratoires, organiser des stages d'études pratiques et acheter du matériel en vue de l'amélioration et de l'extension de l'enseignement primaire, le Fonds d'équipement des Nations Unies a fourni 1 990 000 dollars pour

g/ Pour une liste des routes à aménager, voir le document A/34/372, annexe II, par. 97.

h/ Nouveau projet.

la construction de 60 salles de classe. Un montant de 3 210 000 dollars est donc encore nécessaire afin d'achever le projet et de construire les 120 salles de classe restantes. L'Agency for International Development s'est engagée à financer deux stages d'études pratiques.

E-4 Institut de formation professionnelle

68. L'institut, qui sera rattaché au Ministère de la planification, coordonnera les activités de formation professionnelle de tous les organismes officiels, étudiera les besoins du pays en matière de main-d'oeuvre et de formation et organisera des programmes de formation. Un directeur d'études a été nommé et un expert est sur le point d'être recruté. Le coût du projet est évalué à 1,5 million de dollars.

E-6 Création d'une école technique et commerciale à Praia

69. Le coût de la construction, du matériel et de l'organisation de cette école est évalué à 2,8 millions de dollars. On propose maintenant de mettre en oeuvre ce projet en plusieurs phases.

E-7 Centre de formation à la fonction publique

70. Il est prévu de faire de ce centre - qui forme à la fois des fonctionnaires et des employés des entreprises publiques et les loge temporairement à Praia - un établissement permanent doté de locaux aménagés à cette fin: le coût du projet a été évalué à 500 000 dollars.

E-8 Ecole normale d'instituteurs à Santa Catarina

71. Grâce à l'aide fournie par la France et les Pays-Bas, l'exécution du projet a quelque peu progressé et on espère que les cours pourront débiter en octobre 1980. Toutefois, une somme évaluée à un million de dollars est encore nécessaire afin d'acheter le matériel et le mobilier.

E-9 Formation d'enseignants du secondaire à Praia

72. Le coût du matériel et des fournitures qui sont nécessaires aux laboratoires, aux ateliers et à la bibliothèque situés dans les locaux existants est évalué à 100 000 dollars. La France a fourni une partie des fournitures. Des fonds supplémentaires seront nécessaires afin de construire un bâtiment séparé prévu à cet effet.

E-10 Education des adultes

73. Le programme d'éducation des adultes portera sur les matières suivantes : alphabétisation, niveau d'instruction équivalent à celui atteint à la fin de l'enseignement primaire et formation professionnelle ou préprofessionnelle. En plus du premier manuel publié par l'UNESCO, trois autres manuels seront nécessaires. Il faudra également des salles de réunion, du matériel audio-visuel et des générateurs. Le coût total du projet est de 400 000 dollars.

/...

Bourses d'étude

74. La nécessité de bourses d'étude aussi bien en ce qui concerne les études universitaires et générales que la formation à des professions et métiers déterminés continuera à se faire sentir dans un avenir prévisible.

I. Santé

75. De meilleurs services de santé sont essentiels, étant donné le taux de mortalité infantile très élevé, le grand nombre de décès liés à la maternité, la malnutrition généralisée et les conditions de logement et d'hygiène défectueuses. Le programme général de santé, préparé par le gouvernement avec l'assistance de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a pour objectif de parvenir en 5 ans à faire bénéficier l'ensemble de la population des services de santé, en s'efforçant tout particulièrement de réduire la mortalité infantile et maternelle et d'améliorer la santé des enfants.

Projets

H-1 Cinq hôpitaux de 50 lits

76. On prévoit de construire cinq hôpitaux respectivement à Sal (au lieu de São Nicolau), à Ribeira Grande (Santo Antão), à Santa Catarina, à Pedra Badejo et à Assomada (Santiago); le coût du projet est de 2 millions de dollars.

H-2 Rénovation de l'hôpital central de Praia

77. Un nouveau bâtiment est en construction. Les fonds fournis par les Pays-Bas ainsi que les ressources budgétaires affectées à titre extraordinaire à ce projet par le Gouvernement cap-verdien permettront de financer la phase initiale du projet. La construction du château d'eau et du bâtiment pour le service de pédiatrie est terminée. Un centre pour les services d'urgence et les transfusions de sang sera terminé en 1980. Le coût total de ce projet est évalué à 1,8 million de dollars.

H-3 Rénovation de l'hôpital central de Mindelo, dans l'île de São Vicente

78. On aura besoin, pour la mise en oeuvre de ce projet, d'une somme de 1,2 million de dollars, dont 750 000 dollars pour la construction et 450 000 dollars pour le matériel. Le gouvernement reconsidère actuellement l'idée de construire un bâtiment de quatre étages et envisage d'installer plusieurs services dans un bâtiment adjacent.

H-4 Postes sanitaires

79. L'CMS a fourni une contribution de 300 000 dollars et des organisations non gouvernementales ont achevé la construction de 17 postes sanitaires et assureront la construction de cinq autres postes. Le FISE financera la construction de 18 postes. Une assistance est requise pour la construction de 10 autres postes.

/...

H-5 Centres de formation médicale de Praia et São Vicente

80. Ce projet a été modifié afin de prévoir la construction, à São Vicente, d'un centre spécialement prévu pour la formation en soins infirmiers généraux et spécialisés, la formation d'assistants de laboratoire et de radiologie et la formation de préparateurs en pharmacie. Le coût des travaux de construction et du matériel devrait s'élever à 150 000 dollars.

J. Développement urbain

81. Les villes de Praia et Mindelo se développent rapidement et comprennent plus d'un cinquième de la population du pays, ce qui a entraîné une grave pénurie de logements. Il n'existe pas de planification urbaine efficace, et la plupart des logements manquent d'eau et d'installations sanitaires adéquates. Le gouvernement propose l'introduction de la planification urbaine, d'activités à l'échelle des quartiers, de projets de trames d'accueil et d'un programme d'assainissement pour Mindelo; toutes ces activités exigent une assistance financière, matérielle et technique considérable.

Projets

L-1 Groupe d'aménagement du territoire

82. Il est proposé de créer un organisme central de planification physique, comportant des sous-groupes pour Praia et Mindelo, afin de résoudre le problème posé par l'urbanisation anarchique et rapide des deux villes et par la migration non contrôlée des zones rurales vers ces deux villes. Une équipe d'experts a été formée et une aide a été reçue de la Yougoslavie et d'organisations non gouvernementales. Quelque 240 mois de travail d'experts internationaux sont nécessaires, ainsi que 240 mois de bourses et du matériel pour un montant de 20 000 dollars.

L-2 Projets de trames d'accueil

83. Une assistance est requise de toute urgence pour l'aménagement de 1 000 parcelles à bâtir à Praia et de 1 500 à Mindelo. Le coût total de ces projets pour les deux villes est évalué à 2 millions de dollars, dont 1 million pour les projets d'action immédiate et 1 million pour les projets de développement accéléré.

L-3 Projets d'amélioration partielle par quartier

84. On propose d'étendre à d'autres quartiers de Praia et à Mindelo le programme d'amélioration du logement, qui a été réalisé avec succès à Praia par des groupements d'auto-assistance. Le coût estimatif de ce programme, qui touchera 2 500 unités d'habitation dans chaque ville, est de 3 millions de dollars, dont 1 million de dollars pour les projets d'action immédiate et 2 millions de dollars pour les projets de développement accéléré.

L-4 Matériel pour le développement urbain

85. Pour contribuer aux projets de trames d'accueil et d'amélioration des quartiers ainsi que pour exécuter d'autres programmes d'urbanisme et de développement urbain, des travaux publics et du matériel, d'un coût évalué à 380 000 dollars, sont nécessaires. Les articles nécessaires sont indiqués à l'appendice VII du rapport principal.

L-5 Fonds de roulement pour la construction de logements en copropriété

86. Lorsque les plans auront été établis en vue d'un projet de logements en copropriété et d'un fonds de roulement y afférent, à la suite du projet L-1, des contributions seront requises pour le financement initial de ce fonds. Pour 200 unités d'habitation, coûtant en moyenne 5 000 dollars chacune et devant être financées à 50 p. 100 au moyen du fonds de roulement, la contribution initiale nécessaire serait de 500 000 dollars.

L-6 Mesures urgentes d'assainissement

87. La Banque africaine de développement fournira 6,5 millions de dollars; la CEE financera la phase du projet devant être réalisée d'urgence et contribuera pour 1,8 million de dollars au plan d'ensemble. Une assistance supplémentaire est nécessaire.

L-7 Logements

88. Comme la communauté internationale n'a pas donné suite aux demandes d'assistance pour ce projet et que la pénurie de logements s'aggrave, le gouvernement a, en 1980, affecté 2,6 millions de dollars à ce projet. Le PNUD s'est engagé à financer 12 unités d'habitation à un coût de 500 000 dollars. Une assistance internationale est nécessaire d'urgence afin de financer le programme.

K. Recherche appliquée

R-1 Institut de recherche appliquée

89. Une commission nationale a été nommée pour préparer, à l'intention du gouvernement, un rapport sur la création d'un Institut des sciences et des techniques appliquées. Une description détaillée du projet devrait bientôt être disponible.
